

Annonces classées

45

SEBGUI
Société À Responsabilité Limitée
au capital de 1.000,00 €
Siège social : 137 Rue du Four à Chaux
45760 MARGNY-LES-USAGES
790.246.631 RCS ORLEANS

AVIS DE NON DISSOLUTION

Suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 25 avril 2021, les associés, statuant dans le cadre des dispositions de l'article L.223-42 du Code de commerce, ont décidé de ne pas dissoudre la société. Mention sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans. Pour avis,

188145

SELARL - BERNABEU
Avocat
8 rue des Minimes
45000 ORLEANS
Tél. : 02 38 62 26 00

SCI NIVALD
Société civile au capital de 1 280 euros
Siège social : Zone Artisanale du Moulin à Vent
45250 BRIARE
ORLEANS D 349 736 215

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes d'une délibération en date du 31/01/2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de proroger de 30 années la durée de la Société, soit jusqu'au 27/02/2049, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce d'ORLEANS. Pour avis.La Gérance

189690

ANNONCES LÉGALES ET ADMINISTRATIVES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

COMMUNE D'ESCRENNES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

sur des demandes d'autorisation environnementale, d'institution de servitudes d'utilité publique, et de permis de construire

LA PRÉFÈTE DU LOIRET COMMUNIQUE :

Une enquête publique de 6 semaines est ouverte, du 29 août au 10 octobre 2022 inclus au titre des demandes d'autorisation environnementale, d'institution de servitudes d'utilité publique présentées par la société FM FRANCE et de permis de construire présentée par la SCI ESCRENNES, relatives au projet d'extension de la plateforme logistique classée SEVESO seuil haut à Escrennes.

Les dossiers, comportant notamment une étude d'impact et son résumé non technique, assortis de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, de la réponse apportée par le pétitionnaire et du projet d'arrêté de servitudes d'utilité publique, seront consultables :

- à la mairie d'ESCRENNES (en versions papier et informatique), aux jours et heures habituels d'ouverture ;

- sur le site internet des services de l'État dans le Loiret : <https://www.loiret.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-risques/Risques/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement-I.C.P.E.-et-autorisation-unique/Dossiers-d-ICPE-et-dossiers-d-autorisation-unique-en-cours/Autorisations-ICPE-et-autorisations-unique>

Les informations sur le projet pourront être obtenues auprès de Mme Caroline PELTIER, Ingénieure Environnement Industriel et urbanisme NG CONCEPT par mail : enquete.publique.fm.france.escrennes@fmlogis.tic.com.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Michel BENOIT, se tiendra à la disposition du public en mairie d'ESCRENNES aux dates et heures suivantes :

-samedi 3 septembre 2022 de 9H00 à 11H30

-mardi 13 septembre 2022 de 15H30 à 17H30

-lundi 10 octobre 2022 de 16H00 à 19H00

Conformément aux dispositions de l'article L. 515-37 III du Code de l'Environnement relatif à l'institution de servitudes d'utilité publique, le commissaire enquêteur organisera une réunion publique le samedi 24 septembre 2022 de 9h30 à 12h00 à la salle polyvalente d'ESCRENNES, rue Croix de la Musse.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra formuler ses observations et propositions :

- sur le registre ouvert à cet effet en mairie d'ESCRENNES, aux jours et heures habituels d'ouverture,

- par courrier à l'attention du commissaire enquêteur à la mairie d'ESCRENNES, afin qu'elles soient annexées au registre d'enquête déposé dans cette mairie,

- par voie électronique à l'adresse suivante : fmfrancescrennes@loiret.gouv.fr. Les observations transmises par courriel seront publiées sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret dans les meilleurs délais.

Le rapport et ses conclusions motivées du commissaire enquêteur seront consultables pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique en mairie d'ESCRENNES, à la préfecture du Loiret - DDPP/SEI et sur le site internet des services de l'État dans le Loiret.

A l'issue de la procédure réglementaire, la Préfète du Loiret accordera l'autorisation sollicitée au titre des ICPE et instituera des servitudes d'utilité publique ou refusera l'autorisation environnementale. Le maire d'ESCRENNES accordera ou non le permis de construire.

188104

COMMUNE DE VIENNE-EN-VAL (45510)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté municipal n°2022/116 du 21/07/2022, Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de 34 jours consécutifs du lundi 22/08/2022 à 9h00 au samedi 24/09/2022 à 12h00 sur la modification de droit commun du PLU de Vienne-en-Val.

La modification de droit commun du PLU consiste à :

- modifier l'article règlementant les accès en zone UB (UB3) ;
- modifier les articles UB13 et AU13 réglementant les surfaces de pleine terre ;
- modifier les articles UI11.3, UI13 et AU11.3 réglementant l'implantation des haies ;
- supprimer l'emplacement réservé n°8 ;
- supprimer l'emplacement réservé n°13.

Monsieur Pascal Semonsut, Maire de la commune de Vienne-en-Val est la personne responsable des projets auprès de laquelle des informations peuvent être demandées.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du Maire dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Au terme de l'enquête publique, la modification de droit commun du PLU, éventuellement modifiée, sera approuvée par délibération du Conseil municipal de Vienne-en-Val.

A été désigné par Madame la Présidente déléguée du tribunal administratif d'Orléans, Monsieur Christian BRYGIER, en qualité de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions, à la mairie de Vienne-en-Val les :

Lundi 22/08/2022 de 9h00 à 12h00 ;

Mercredi 14/09/2022 de 14h00 à 17h00 ;

Samedi 24/09/2022 de 9h00 à 12h00.

Le dossier d'enquête peut être consulté sur le site internet de la mairie de Vienne-en-Val : www.vienne-en-val.fr

Les observations et propositions peuvent être adressées par voie électronique avec la mention « EP modification du PLU » à l'adresse suivante :

enquete-publique.vienne-en-val@outlook.fr

Les observations et propositions peuvent également être adressées à l'attention du commissaire enquêteur par voie postale, avec la mention « EP modification du PLU », à la mairie de Vienne-en-Val - 13, route d'Orléans - 45510 VIENNE-EN-VAL.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations et propositions sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, à la mairie de Vienne-en-Val aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie. Le dossier d'enquête pourra être consulté dans les mêmes conditions que précédemment sur un poste informatique.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la mairie pendant une durée d'un an à compter de la date de remise du rapport, aux jours et heures habituels d'ouverture et dans les mêmes conditions sur le site internet de la mairie.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet du département et au Président du tribunal administratif. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés dans les mêmes conditions sur le site internet de la mairie. Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête peuvent être consultées dans les mêmes conditions que le dossier d'enquête, ces dernières étant intégrées au dossier d'enquête.

Les avis de la Mission régionale d'autorité environnementale compétente en matière d'environnement sont par ailleurs annexés au dossier d'enquête et consultable sur le site Internet suivant :

www.mrae.developpement-durable.gouv.fr

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la mairie.

187677



CENTRE FRANCE PUB.
Annonces légales

Droit Privé - Droit Public

Notre équipe d'experts
vous accompagne pour la diffusion de vos annonces légales

30 000
ANNONCES / AN

+ de 400
TITRES RÉFÉRENCÉS

20
ANNÉES D'EXPERTISE

1
ÉQUIPE DEDICÉE

04 73 17 31 27 | legales@centrefrance.com
www.centreofficielles-legales.com

VENTES JUDICIAIRES DES AVOCATS

Maitre Sylvie SAUTROT
Membre de la SCP DUBOSC SAUTROT - Avocats
10, rue des Lauriers - 45200 MONTARGIS
Tél. 02.38.85.20.99

AVIS DE MISE EN VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

en trois lots

PREMIER LOT :

COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-DES-PRES 45220
76, avenue de Pourprix

Un pavillon sur sous-sol sis dite commune, lieudit Les Vignes de Pourprix comprenant : une cuisine, un séjour, trois chambres, wc, salle de bains, chauffage central au fuel, jardin. Le tout cadastré section F n° 166 pour 04 ares 55 centiares et section ZT n°99 pour 09 ares 13 centiares, soit ensemble 13 ares 68 centiares. Il s'agit d'une construction de 1971, raccordée au tout à l'égout. L'ensemble est occupé par le propriétaire saisi.

DEUXIÈME LOT :

COMMUNE DE SAINT-MAURICE-SUR-AVEYRON 45230
lieudit Bois Girard

Une parcelle de bois cadastrée section ZK n° 17 pour une contenance de 01 hectare 53 ares 35 centiares, non délimitée. Il s'agit d'un bois enclavé, sans aucune construction et qui ne fait pas l'objet d'une location.

TROISIÈME LOT :

COMMUNE DE GY-LES-NONAINS 45220
lieudit Les Laubins

Une parcelle de pré cadastrée section A n° 144 pour 14 ares 40 centiares. Cette parcelle est enclavée et cultivée. Elle ne comporte aucune construction. Le propriétaire ne perçoit aucun fermage.

Un procès-verbal de description détaillé avec photographies a été dressé par l'huissier la SCP BOZZOLI GOBIN le 29 juillet 2021 et les diagnostics immobiliers ont été dressés le 29 juillet 2021 par LESAFRE Diagnostic Immobilier.

MISES A PRIX :

Premier lot : 60.000 € avec faculté de baisse à la somme de 40.000 €

Deuxième lot : 5.000 € avec faculté de baisse à la somme de 4.000 €

Troisième lot : 400 € avec faculté de baisse à la somme de 300 €

La visite débutera au 76, avenue de Pourprix (1^{er} lot), sous le contrôle de l'huissier instrumentaire le : **mardi 13 septembre 2022 à partir de 14h00.**

La vente aura lieu au palais de justice de MONTARGIS sis 84, rue du Général Leclerc, devant le juge de l'exécution du tribunal judiciaire, audience des criées

LE JEUDI 6 OCTOBRE 2022 à 14H00

Le cahier des conditions de vente a été déposé au greffe du tribunal judiciaire de Montargis le 20 juin 2022 sous le numéro de RG 22/00034 où il peut être consulté ainsi qu'au cabinet de l'avocat poursuivant. Les enchères ne peuvent être portées que par l'intermédiaire d'un avocat inscrit au barreau de MONTARGIS.

Des renseignements complémentaires peuvent être donnés au cabinet de la SELARL WALTER ET GARANCE avocats au 02.36.97.28.45.

108742

SCP DUBOSC-SAUTROT

Avocats au Barreau de MONTARGIS 45200
10, rue des Lauriers
Tél. 02 38 85 20 99 - Télécopie : 02 38 85 05 01

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

au plus offrant et dernier enchérisseur

EN UN LOT

À l'audience du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Montargis (Loiret), palais de justice, 84, rue du Général-Leclerc

Le JEUDI 6 OCTOBRE 2022 À 14 H
Commune de FONTENAY SUR LOING (45210)

91, Rue du Relais

Un pavillon élevé sur sous-sol comprenant :

- au rez-de-chaussée : salon-séjour de 45 m2 avec cheminée insert, cuisine aménagée, 3 chambres, salle de bains, salle d'eau, dégagement, W.C. ;
- au sous-sol aménagé auquel on accède par un escalier depuis la cuisine : dégagement, salle de bains, 2 chambres, 1 bureau, chaufferie, salle de sports. Bâtiment annexe avec 2 garages.

Terrain clos. Chauffage central au fioul.

Édifié sur un terrain cadastré :

- section C n° 1280, lieudit « La Pente de Belle Fosse » pour 16a 04ca

- section C n° 1281, lieudit « La Pente de Belle Fosse » pour 05a 60ca

Soit un total de 21a 64ca.

L'immeuble n'est pas raccordé au réseau public d'assainissement et est occupé par le propriétaire.

SUR LA MISE À PRIX DE 80.000 €

avec baisse à 60.000 €, puis 40.000 € à défaut d'enchères outre les charges, clauses et conditions indiquées au cahier des conditions de vente en matière de licitation qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Montargis ou au cabinet de la SCP DUBOSC-SAUTROT.

Les enchères ne pourront être portées que par le ministère d'un avocat inscrit au barreau de Montargis.

Visite : SCP ROCHOUX-LEMONNIER-CHAUDRE LESOEUR, huissiers de justice à 45200 Montargis, 2, rue Flandres-Dunkerque, tél. 02.38.98.01.08.
Renseignements : SCP DUBOSC-SAUTROT, avocat à Montargis, tél. 02.38.85.20.99.

Signé : **Charles-François DUBOSC**

108326



DROUINEAU 1927
Association d'Avocats à
Responsabilité Professionnelle
Individuelle
22 bis, rue Arsène-Orillard
BP 83 - 86003 POITIERS
Tél. 05 49 88 02 38
Fax. 05 49 88 98 96
avocat@drouineau1927.fr

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Commune de La Chapelle-sur-Aveyron (45230), lieudit « Le Marchais Zion », 13, lotissement du Clos de la Charmille, Section ZR numéro 101, lieudit « Le Marchais Zion », 13, lotissement du Clos de la Charmille, 00ha 05a 78ca

L'adjudication aura lieu au palais de justice de Montargis, 84, rue du Général-Leclerc, BP 171, le jeudi 6 octobre 2022 à 14h00

A LA DEMANDE : La SA CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA, dont le siège social est situé 182 Avenue de France à PARIS 13 (75013), immatriculée au registre de commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 542 029 848, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

DESCRIPTION : Une maison à usage d'habitation de plain-pied, comprenant un salon/salle à manger, une cuisine ouverte, trois chambres, un cabinet de toilettes et un débarras, le tout construit sur un terrain d'environ 578 m² entièrement clos. Figurant au cadastre de la manière suivante : Section ZR numéro 101, lieudit « Le Marchais Zion », 13, lotissement du Clos de la Charmille, 00ha 05a 78ca.

Précision d'occupation : L'immeuble est occupé par la propriétaire.

CONDITIONS DE LA VENTE : Tout intéressé peut prendre communication du cahier des conditions de vente au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Montargis, palais de justice ou au cabinet de l'avocat poursuivant.

Les enchères doivent être portées par ministère d'avocat inscrit au barreau de Montargis.

Pour visiter s'adresser à SCP ROCHOUX LEMONNIER CHAUDRE-LESOEUR, 2, rue Flandres Dunkerque, 45200 Montargis, huissiers de justice, au 02.38.98.01.08.

La vente aura lieu le jeudi 6 octobre 2022 à 14h00 en un seul lot sur la mise à prix de :

46.000,00 €

(QUARANTE SIX MILLE EUROS)

Frais en sus.

Fait à Montargis, le 25 août 2022.

Signé : **Maître Cécile BOURGON, membre de la SELARL LAVILLAT BOURGON, avocat au barreau de Montargis (Loiret), demeurant dite ville, 15, rue de la Quintaine.**

11588

SCP DUBOSC-SAUTROT

Avocats au Barreau de MONTARGIS 45200
10, rue des Lauriers
Tél. 02 38 85 20 99 - Télécopie : 02 38 85 05 01

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

au plus offrant et dernier enchérisseur

EN UN LOT

À l'audience du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Montargis (Loiret), palais de justice, 84, rue du Général-Leclerc

Le JEUDI 6 OCTOBRE 2022 À 14 H
Commune de SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

(Loiret), Zone Industrielle de la Bonne Dame,

890, rue de la Distillerie

Un terrain cadastré section AC n° 241 pour 19a 76ca sur lequel est édifié un bâtiment d'une surface d'environ 42,37 m² avec : - 1 double porte métallique doublée bois, chauffage électrique, prise de téléphone.

Le terrain est clos par une clôture béton avec grillage et 2 portails.

Le bien est inoccupé et ne semble pas raccordé au réseau d'eau et d'assainissement.

SUR LA MISE À PRIX DE 30.000 €

avec faculté de baisse à 20.000 €

puis 15.000 € en cas d'absence d'enchères

outre les charges, clauses et conditions indiquées au cahier des conditions de vente qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Montargis ou au cabinet de la SCP DUBOSC-SAUTROT.

Les enchères ne pourront être portées que par le ministère d'un avocat inscrit au barreau de Montargis.

Visite : SCP ROCHOUX-LEMONNIER-CHAUDRE LESOEUR, huissiers de justice à 45200 Montargis, 2, rue Flandres-Dunkerque, tél. 02.38.98.01.08.

Renseignements : SCP DUBOSC-SAUTROT, avocat à Montargis, tél. 02.38.85.20.99.

Signé : **Charles-François DUBOSC**



Le portail d'avis de marchés publics le plus complet
Plus de 20 000 appels d'offres publics